



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## ASIATIQUES

Mai 2008 - Numéro 24

### Edito

En Indonésie, les locaux et la salle de formation d'un des plus grands syndicats paysans de l'île de Java, le Syndicat des paysans sundanais (Serikat Petani Pasundan) ont brûlé le 15 mai dernier. Les responsables n'ont pas été identifiés, et peu osent croire qu'ils le seront un jour : les militants du monde entier subissent continuellement des violences, et la justice censée les protéger ferme bien souvent les yeux. En réponse, ils n'hésitent pas à brandir les lois et le droit, avec succès.

Ainsi, vous pourrez lire comment, suite à un recours déposé par un collectif d'associations indonésiennes, la Cour constitutionnelle vient de déclarer anticonstitutionnelle un article de loi sur l'investissement qui aurait permis à des investisseurs d'accaparer l'exploitation de terres pendant près de 100 ans. En Inde, deux femmes racontent leur engagement pour le droit du travail, à travers la syndicalisation. Au Pakistan, c'est à travers une Charte que les pêcheurs revendiquent des droits démocratiques.

Les lois comme instruments de revendication des droits complètent les autres modes de mobilisation : aux Philippines, c'est grâce à une marche que les paysans lassés de ne pas obtenir gain de cause ont finalement récupéré des terres à cultiver qui leur revenaient de droit. En Birmanie, l'oppression du pouvoir en place a amené de jeunes militants à inventer de nouveaux modes de combat, comme le rap ou l'utilisation de symboles pour faire campagne contre le référendum.

Retrouvez-les dans ce tour d'Asie, et diffusez autour de vous ces petites et grandes victoires !

Frères des Hommes



Des militants du SPP regroupés dans la salle de formation en septembre 2007, avant l'incendie qui l'a détruite. © Frères des Hommes

### / DANS CE NUMÉRO

#### **PARTICIPER / Indonésie**

Les militants indonésiens s'emparent de la Constitution pour défendre leurs droits

#### **MANIFESTER / Philippines**

Les paysans de Sumilao remportent la bataille face à la plus grande société alimentaire du sud-est asiatique

#### **FORMER / Inde**

Rendez-vous avec la nature : découvrir la forêt, protéger la mangrove

#### **COOPÉRER / Inde**

« L'hôpital aux herbes » : des plantes pour la solidarité !

#### **INFORMER / Pakistan**

Les pêcheurs pakistanais se mobilisent contre les atteintes portées à leurs droits fondamentaux

#### **TÉMOIGNER / Birmanie**

Des rappers s'élèvent contre la junte militaire

#### **RENCONTRER / Inde**

Deux femmes pour un même combat : de meilleures conditions de travail

### / CONTRIBUTIONS

**Birmanie** Ashin Mettacara, Bay Dah Pan, Sophie Alvarez

**Indonésie** Mohammed Ikhwan

**Philippines** Jun Virola

**Inde** Benzi, Bikash Rath, Gaele Figueira, Dr Kumar Das, K. Mari Muthu, Selvi

**Pakistan** Abdullah Khoso

**France** Christine Voissière, Elise Reslinger, Maia Levasseur, Raúl Montero, Roukayatou Adamou Souna, Valentine Solognac, Yves Altazin

**Direction de rédaction** Frères des Hommes

**Création et mise en page** www.oliviermorisse.com

**Frères des Hommes** Association reconnue d'utilité publique & Membre du Comité de la Charte



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Indonésie

PARTICIPER

## Les militants indonésiens s'emparent de la Constitution pour défendre leurs droits



Les militants réunis pour l'examen de constitutionnalité. © SPI

La journée internationale des luttes paysannes du 17 avril dernier a été l'occasion pour les militants du Syndicat indonésien des paysans<sup>1</sup> de s'allier à d'autres mouvements sociaux lors de l'« assemblée populaire : la voie constitutionnelle pour répondre à la crise » qui a regroupé 150 personnes. A l'initiative du collectif du Mouvement des peuples contre le néo-colonialisme et l'impérialisme Gerak Lawan qui rallie une quinzaine d'organisations<sup>2</sup>, cette assemblée a examiné la constitutionnalité des politiques mises en œuvre par le gouvernement. Elle s'est inscrite dans la continuité de la lutte contre la nouvelle loi sur l'investissement, votée en mars 2007<sup>3</sup>.

« 70 membres de Gerak Lawan ont profité de la journée internationale des luttes paysannes pour réaffirmer, en présence de représentants de la presse, leur volonté de soutenir, contre les politiques actuelles, la vision politique et économique de la Constitution indonésienne pour bâtir une société plus juste. »

### Examiner la constitutionnalité des pratiques politiques et faire droit à la souveraineté du peuple

En plus de la commémoration du 17 avril, c'est le contexte actuel de l'Indonésie, tant politique qu'économique qui a motivé l'évènement. Paysans, ouvriers, pêcheurs, militants pour l'annulation de la dette, défenseurs de l'environnement... ont pu exprimer leurs points de vue sur les enjeux socio-économiques actuels lors de cette assemblée qui s'est tenue à Jakarta. Ils ont échangé leurs inquiétudes concernant le peu de reconnaissance dont font l'objet les droits du travail, et le contexte actuel de la crise alimentaire et de la hausse des prix, sur lesquels des représentants de mouvements nationaux basés à Jakarta sont intervenus. Mais l'essentiel de la journée était consacré à l'examen de la constitutionnalité d'une dizaine de lois et décrets du gouvernement. Tous sont tombés d'accord pour dire que celles-ci sont non-constitutionnelles, et ne respectent pas la souveraineté du peuple censée guider les pratiques politiques. Leurs échanges ont porté sur les moyens de soutenir la Constitution afin de bâtir une véritable justice sociale. Si celle-ci manque particulièrement aujourd'hui,

c'est notamment en raison de la nouvelle loi sur l'investissement qui permet à une minorité de monopoliser l'économie du pays en ouvrant la porte à une libéralisation et une dérégulation du marché.

### Une petite victoire sur le verdict de la Cour constitutionnelle

S'appuyer sur les lois telles que définies par la Constitution paye. Le 25 mars dernier, la Cour constitutionnelle a rendu son verdict final concernant l'examen de constitutionnalité de la loi sur l'investissement, suite à une demande formulée par Gerak Lawan. La Cour a en partie donné raison aux militants en annulant l'article 22 qui garantissait aux investisseurs la prolongation de leurs droits fonciers pendant 95 ans. La Cour a reconnu l'article comme anti-constitutionnel, car contradictoire avec la Constitution indonésienne de 1945 qui stipule que le droit de propriété et l'économie doivent être au service du peuple. Les paysans du SPI veulent maintenant s'appuyer sur cette victoire pour poursuivre leur lutte contre la situation politique actuelle qui profite largement à une poignée de gros producteurs, de sociétés transnationales et de politiques. Ne cessant d'en appeler à la Constitution du pays, les militants ont décidé, à l'issue de l'assemblée, de tout mettre en œuvre pour renforcer l'action du peuple dans tous les secteurs de travail afin de garantir une société plus juste. Pour se faire, les membres de Gerak Lawan continuent de travailler à informer et à mobiliser la population pour l'inciter à faire valoir ses droits et à ne pas craindre de réclamer la destitution des lois et mesures politiques en cours. ■

### / ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 SPI : Serikat petani indonesia <http://www.spi.or.id/en/> - spi@spi.or.id > Contacts : Mohammed Ikhwan, Zainal Arifin Fuad / 2 KPA , le Consortium pour la réforme agraire, partenaire de Frères des Hommes, fait partie de Gerak Lawan / 3 Cf. Résonances asiatiques n°18, novembre 2007



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## Philippines

MANIFESTER

## Les paysans de Sumilao remportent la bataille face à la plus grande société alimentaire du sud-est asiatique

Le 31 mars dernier, les paysans du village de Sumilao sur l'île de Mindanao aux Philippines, ont célébré la fin d'un long périple. Après 13 ans de lutte, ils ont remporté le combat juridique qui opposait leur coopérative paysanne Mapalad<sup>1</sup> à la multinationale San Miguel Corporation, la plus grande société alimentaire de tout le sud-est asiatique. Cette dernière entendait mettre sur pied un élevage intensif de 50 000 cochons sur 144 hectares que la réforme agraire avait pourtant attribués aux paysans en 1995. Les paroles d'un paysan sont éloquentes : « Est-ce juste qu'ils convertissent illégalement nos terres ? Est-ce normal de mettre de côté la justice sociale en échange de promesses de prospérité économique et de bénéfices financiers ? Si tel est le cas, alors quel est le prix de la justice pour les pauvres, les vulnérables et les marginalisés comme nous ? » De manœuvres politiques aux manipulations de la loi, en passant par la destruction des plantations et les passages à tabac, tout a été mis en œuvre pour empêcher les paysans de recouvrer leurs terres. Face à la violence et l'injustice, les paysans ont multiplié les initiatives de protestation pacifique, allant jusqu'à se priver de nourriture pendant 28 jours en 1997. Mais les années sont passées sans que leurs terres ancestrales ne leur reviennent, alors en 2007, ils ont décidé de marcher jusqu'au palais présidentiel à Manille.

### La Marche pour la terre et la justice

Le 9 octobre 2007, les paysans de Sumilao se sont mis en marche pour exprimer leur mécontentement face à l'incapacité des gouvernements successifs à mettre en œuvre une véritable réforme agraire. La marche a rassemblé, au fil des 1 700 kilomètres parcourus, des individus de tous bords : défenseurs du droit à la terre, représentants des organisations de la société civile, représentants de l'Église catholique et aussi de la communauté internationale. Au total, 3 000 personnes ont arpenté les routes



Les paysans de Sumilao arrivent à Manille après 1700 kms à pieds. © Buck Pago

pendant 60 jours au côté des paysans. Durant tout le trajet, les paysans ont été très largement soutenus par les populations locales qui ont offert nourriture, eau et réconfort ; et par l'Église catholique qui les a aidés à trouver un refuge chaque soir. Finalement, sous la pression croissante de la société civile, la multinationale a signé un pacte dans lequel elle cède officiellement les 144 hectares aux paysans.

« Notre lutte commença par le rêve qu'un jour nous pourrions récupérer la terre qui était source de vie pour nos ancêtres. Depuis si longtemps un mur de lois et de titres tient notre terre loin de nous mais malgré de graves injustices, nous l'avons persévéré en choisissant toujours la voix de la paix et aujourd'hui nous avons gagné. »  
Un paysan de Sumilao

### Quel avenir pour la réforme agraire ?

Initié en 1988, le programme de réforme agraire (CARP) visait à redistribuer 10 millions d'hectares aux familles paysannes sur une durée de 10 ans. 20 ans plus tard, à peine 3 millions ont été redistribués et on estime encore à 10 millions le nombre de paysans sans terre. Selon la confédération nationale des organisations paysannes Pakisama<sup>2</sup>, la lutte des paysans de Sumilao reflète parfaitement l'échec du CARP et

l'état de corruption dans le pays : « Les paysans obtiennent des titres de propriété sous CARP, mais à cause d'intérêts du milieu des affaires et des élites politiques, ils sont continuellement victimes de harcèlements physiques et juridiques. Le pouvoir politique, supposément mandaté par le peuple pour appliquer la Loi et promouvoir la justice sociale, choisit d'être un médiateur biaisé en faveur des entreprises privées étrangères, qui multiplient les complexes hôteliers de luxe et les terrains de golf. » Face à la crise alimentaire actuelle et la continuelle résistance des multinationales contre la réforme agraire, Pakisama et l'Association des paysans d'Asie (AFA<sup>3</sup>), appellent toutes les organisations paysannes à s'organiser pour contraindre le gouvernement à prolonger le CARP qui devrait prendre fin cette année. AFA souligne que la lutte des paysans de Sumilao atteste du large niveau de mobilisation et de soutien qu'un groupe de paysans peut susciter même quand il est confronté à de puissants opposants. ■

### / ET PLUS SI AFFINITÉS...

**1** Mapalad : Mapadayonong Panaghiusa sa mga Lumad Alang sa Damlag (Coopérative polyvalente des paysans sans terre de Sumilao) - <http://www.sumilaomarch.multiply.com/>  
**2** Pakisama : Pambansang Kilusan ng mga Samahang Mag-sasaka - [http://www.pakisama.org - pakisama\\_pilipinas@yahoo.com](http://www.pakisama.org - pakisama_pilipinas@yahoo.com) > Contact : Mr. Crispino Aguelo / **4** AFA : Asian Farmers Association - <http://asianfarmers.org - afajun@asianfarmers.org> > Contact : Jun Virola



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Inde

FORMER

## Rendez-vous avec la nature : découvrir la forêt, protéger la mangrove

**Les pieds dans la forêt pour mieux la connaître !** Les 20 et 21 mars derniers 30 jeunes Indiens originaires du sud-ouest de l'Inde ont passé deux jours en pleine nature. Ils ont participé à un Camp d'étude de la nature (Nature Study Camp) organisé par l'association Ekta Parishad<sup>1</sup>. Depuis 2004, comme partie intégrante de la lutte qu'Ekta Parishad mène contre les inégalités, des activités de sensibilisation des jeunes sur la préservation et la protection de l'environnement sont menées. Dans le cadre des Centres de ressources pour les jeunes (Ekta Youth Resource Center) d'Alapad et Arattupuzha, petits villages côtiers de l'Etat du Kerala très touchés par le tsunami de décembre 2004, les Camps d'étude de la nature organisés par Ekta Parishad Kerala attirent de nombreux jeunes issus de basses castes.

*En organisant ces camps, Ekta Parishad renforce les liens de solidarité entre les jeunes et crée un vivier de militants.*

### **Pour certains, c'était la première fois qu'ils quittaient leur village**

Ekta Parishad a adopté une approche tranchant avec les habituels longs discours et campagnes traditionnelles sur la protection de l'environnement. Les animateurs mettent les jeunes en face de leurs responsabilités en organisant des journées d'éducation pratique dans les forêts environnantes. Lors de la rencontre de mars dernier, les jeunes sont allés à la découverte de la forêt de Thenmala, située à 100 km de Alapad. Après quelques heures de bus, ils ont découvert un spectacle de végétations et d'arbres, un dépaysement total pour certains qui quittaient leur village pour la première fois. Pendant la première journée, les animateurs ont présenté l'écosystème environnant : les plantes, le sol, l'histoire du lieu. Par exemple, les jeunes ont pu découvrir le *shenthuruni*, un



Des jeunes voient d'un autre œil leur environnement naturel à préserver. © Ekta Parishad

arbre qui ne pousse que dans cette région du pays et qui est une espèce protégée en l'Inde. L'exploration de la forêt a été également l'occasion de réfléchir sur les relations entre les hommes et la nature, et sur la nature environnante. Après un diner préparé sur place et composé de légumes locaux et de saison, les jeunes ont organisé une « nuit culturelle », l'occasion de faire vivre danses et chants traditionnels du Kerala. Certains ont également présenté une pièce de théâtre. Le lendemain, les jeunes ont fait un trekking, et ont pu reconnaître tout au long de la journée les plantes qu'on leur avait présentées la veille.

### **Fiers de s'impliquer dans la protection de l'environnement**

Un jeune témoigne : « Pour nous, ces camps sont très intéressants et enrichissants. Ils nous permettent de visiter des endroits où nous n'aurions jamais eu l'occasion d'aller sans le programme d'Ekta Parishad. Nous découvrons toutes sortes de plantes, d'arbres, de mangroves, etc. Nous avons même appris les noms scientifiques et leurs propriétés bénéfiques pour l'environnement et la santé. » Ces rencontres permettent donc aux jeunes de s'ouvrir à un monde

qu'ils ne connaissent pas. Ainsi ils prennent conscience de l'enjeu écologique et de leur rôle dans la protection de l'environnement. Une sensibilisation « en nature » que les animateurs entretiennent ensuite dans les Centres de ressources pour les jeunes dans les villages. Ainsi, près de la mer, les jeunes travaillent sur la mangrove, une espèce végétale très répandue au Kerala et dans les alentours d'Alapad et Arattupuzha, qui a des caractéristiques bénéfiques pour l'environnement et pour la santé humaine. C'est un végétal très résistant qui a la capacité de se régénérer après une importante perturbation mais qui est aussi de plus en plus menacé. C'est une des raisons pour laquelle les jeunes des Centres organisent des journées « plantations de mangroves » dans leur village. Une autre jeune conclut : « Aujourd'hui, nous faisons plus attention à la nature qui nous entoure et nous avons appris à la respecter. En participant à d'autres activités de sensibilisation, nous sommes fiers de nous impliquer dans la préservation de l'environnement. » ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Ekta Parishad - <http://www.ektaparishad.org>. Ekta Parishad est partenaire de Frères des Hommes.



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

## « L'hôpital aux herbes » : des plantes pour la solidarité !



Préparation de remèdes traditionnels à base de plantes séchées moulues lors d'un atelier dans un village. © Kumar Das

**Le nom annonce la couleur : Sabuja Biplav, ou "révolution verte",** est un hôpital où des remèdes traditionnels sont préparés à partir de plantes, toutes disponibles localement. Surnommé « l'hôpital aux herbes », Sabuja Biplav<sup>1</sup> est situé à Jharbandhui, à 30 kms de Bolangir dans l'état d'Orissa au nord de l'Inde. Partant du constat qu'un foyer dépense en moyenne 10% de ses revenus dans les traitements coûteux issus de la médecine dite moderne, Dr Das a mis sur pied, en 2004, un projet de solidarité sociale étonnant et novateur. A Sabuja Biplav, les patients payent avec des plantes médicinales afin d'alimenter les réserves de l'hôpital. Ainsi, à l'entrée, on trouve des panneaux indiquant les noms des différentes herbes et leurs propriétés médicinales. La liste précise un prix pour chaque plante et les patients, qui récoltent les plantes dans leur jardin ou dans la flore sauvage avoisinante, donnent l'équivalent du prix des soins administrés en plantes. « Ici les traitements ne sont pas chers et je peux amener des plantes pour acheter les médicaments » témoigne Fakir, qui est venu pour faire soigner sa fille de trois ans. Ce système de troc permet à Sabuja Biplav de récolter une centaine de plantes pour

produire des médicaments qui soulagent les problèmes les plus courants : maux de tête, de ventre, diarrhée, fièvre, troubles prémenstruels, toux, rhume...

« Si une personne a une maladie chronique, sa famille s'endette invariablement pour pouvoir la soigner alors qu'il y a des plantes médicinales en abondance dans toute la région. Malheureusement ce n'est pas une ressource utilisée par les gens les plus pauvres. » Santosh, médecin de "l'hôpital aux herbes".

### Permettre à tous d'avoir accès aux soins et créer des sources de revenus pour les villageois

Selon Dr Das, « les maladies qui requièrent un traitement lourd et coûteux commencent pour la plupart par un problème commun qui ne demande qu'un traitement simple. Si la nature du problème est trouvée très tôt, les familles peuvent économiser beaucoup d'argent sur les dépenses médicales. » C'est pourquoi, les communautés locales sont encouragées à faire pousser les herbes médicinales dans leur jardin familial, ce qui dans les zones rurales reculées où il y a pénurie de services médicaux et où les

médicaments sont très chers, constitue l'aide la plus utile. Certaines plantes comme l'aloë vera poussent facilement et ont plus de 20 propriétés médicinales. L'équipe de l'hôpital se rend donc dans les villages isolés deux fois par semaine pour animer des ateliers destinés à apprendre aux villageois à identifier les plantes médicinales dans la nature et à les transformer. Ce projet n'a pas seulement « re-popularisé » l'utilisation des plantes médicinales dans la région d'Orissa, mais a aussi permis aux populations locales de développer une source de revenus en cultivant ou cueillant des plantes médicinales et en les revendant à Sabuja Biplav qui les rachète à hauteur de 5 roupies l'unité.

### S'adapter aux nouvelles contraintes légales

Alors que l'hôpital accueille jusqu'à 60 patients par jour, il est depuis janvier forcé de faire profil bas par suite d'un décret obligeant les fabricants de médicaments naturels à respecter un cahier des charges hautement contraignant. Bien que ce décret assure à la population des produits fiables et certifiés, son application nécessite des unités de transformation onéreuses et une technologie pointue, que les petites fabriques locales, comme Sabuja Biplav, ne peuvent se permettre. Tandis que les profits des industriels de ce secteur sont déjà faramineux, l'augmentation des coûts de production des petites fabriques rend très difficile le maintien de la compétitivité et rend les grandes sociétés privées plus puissantes. Pour y faire face, Sabuja Biplav et l'équipe de médecin de l'hôpital multiplient les ateliers dans les villages pour généraliser l'usage des plantes médicinales en zones rurales. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Sabuja Biplav Mapalad : <http://maporissa.com>, [sabuja-biplav@yahoo.com](mailto:sabuja-biplav@yahoo.com) > contact : Dr Kumar Das



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## Pakistan

INFORMER

## Les pêcheurs pakistanais se mobilisent contre les atteintes portées à leurs droits fondamentaux



Mme Jamzadi explique que son mari a été tué lors de la lutte pour les droits des pêcheurs. © PFF

**300 personnes ont participé au séminaire sur les droits des pêcheurs et le rôle d'un gouvernement démocratique** organisé le 24 avril 2008 par le Forum pakistanais des pêcheurs (PFF<sup>1</sup>) à Karachi. Journalistes, représentants d'organisations de la société civile, enseignants, étudiants, et de nombreuses personnes issues de différents milieux de la société, dont une forte proportion de femmes et d'enfants, étaient réunis autour de défenseurs des droits de l'homme pour condamner les injustices et les violences commises par le gouvernement contre les pêcheurs.

### Répondre aux menaces par la mobilisation collective

Les pêcheurs de la province de Sindh, au sud du Pakistan, voient leur survie menacée par des politiques de plus en plus défavorables. Au nom de programmes dits de développement, les autorités mènent la vie dure aux pêcheurs. Des projets comme la construction de riches villes côtières, notamment celle de la Diamond Bar Island City sur les îles jumelles de Dingi et Bhundar; ou alors la construction de barrages sur la rivière de l'Indus, asséchant la région environ-

nante, menacent directement la vie des pêcheurs et détruisent les mangroves, protections naturelles contre les tsunamis et l'érosion des sols. Les pêcheurs qui tentent de résister font l'objet de violences accrues. Certains ont témoigné lors du séminaire des injustices qu'ils subissent dans l'exercice de leur métier, leur seule source de subsistance: interdiction de pêcher dans de nombreuses zones, destruction de jetées, vols de matériels. C'est ainsi qu'une femme du district de Jamshoro a raconté comment son mari a été assassiné par les « seigneurs de la mer » du coin. Sa communauté a en outre dû subir des vols de bateaux, et des pêcheurs ont été battus par les riches propriétaires. Depuis, aucun pêcheur n'ose revenir pêcher, par peur d'être brutalement passé à tabac ou même de perdre la vie. Peu avant le séminaire, 400 personnes ont manifesté contre les atrocités commises par l'Autorité de défense du logement (DHA<sup>2</sup>) qui, exerçant son pouvoir au nom de l'armée, empêche les pêcheurs de travailler dans la jetée de Gizri à Karachi. En plus d'user de toutes sortes de violences, comme l'incendie des bateaux, la DHA a forcé au déplacement des milliers de pêcheurs

indigènes en acquérant à un prix insignifiant la quasi-totalité des terres où ceux-ci vivaient depuis des générations. La DHA a également violé l'entente qu'elle avait conclue avec les pêcheurs, qui les autorisait à pêcher entre 6h et 18h.

“ Les pêcheurs se posent en défenseurs des droits et proposent des solutions démocratiques. ”

### Les valeurs démocratiques réaffirmées dans une charte pour le droit des pêcheurs

Face à ces injustices, les militants de PFF pensent que ce sont les valeurs démocratiques qui pourront assurer une gouvernance juste et faire respecter les droits humains fondamentaux des pêcheurs et de tous les citoyens pakistanais. Forts de cette conviction, les participants ont adopté à l'unanimité, à l'issue du séminaire, une Charte de revendication<sup>3</sup> exhortant le gouvernement à agir d'urgence pour stopper les violences infligées aux pêcheurs. Entre autres réclamations figurent celles de libérer les pêcheurs détenus dans les prisons indiennes et pakistanaises depuis des années sous de faux prétextes de contrebande transfrontalière, et d'appliquer les lois du travail au secteur de la pêche assurant la sécurité sociale et un salaire minimum. Les participants ont ainsi pu manifester leur engagement pour un système politique et économique plus juste en adressant aux représentants du gouvernement présents leurs revendications pour que les pêcheurs retrouvent leurs moyens d'existence et vivent dignement. ■

### ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> PFF: Pakistan Fisherfolk Forum - <http://www.pff.org.pk> - [fisherfolk@cyber.net.pk](mailto:fisherfolk@cyber.net.pk) > Contact : Abdullah Khoso. PFF est partenaire de Frères des Hommes. / <sup>2</sup> Defence Housing Authority - <http://www.dhakarachi.org> / <sup>3</sup> La Déclaration d'Hyderabad. Voir sur le site web du PFF : [http://www.pff.org.pk/article.php3?id\\_article=173](http://www.pff.org.pk/article.php3?id_article=173)



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## Birmanie

TÉMOIGNER

## Des rappers s'élèvent contre la junte militaire



Le groupe Acid (de gauche à droite) :  
Yan Yan Chan, Zar Yar Thaw, Anagga et Hein Zaw.

**La bataille est ouverte entre les artistes birmans et le régime,** et les membres du groupe Acid en tête de file en ont subi les conséquences. En 2000, les jeunes birmans Yan Yan Chan, Anagga et Zar Yar Thaw forment le groupe de hip-hop Acid<sup>1</sup>, qui va vite devenir l'un des plus connus car il répond aux attentes d'une nouvelle jeunesse birmane qui se veut plus libre. Mais en Birmanie, les libertés sont bafouées, notamment la liberté d'expression, et le rap contestataire de Acid y est confronté. Le groupe se positionne alors dans une attitude prudente et formule dans ses textes des attaques voilées contre la junte birmane : la

censure peine ainsi à les décrypter. En prenant part à la Révolution de Safran de septembre 2007 pendant laquelle la société civile birmane se révolte, ils sont néanmoins identifiés comme opposants au régime. La junte birmane, après avoir réprimé le soulèvement dans le sang, calme l'émoi international en organisant un référendum pour valider une nouvelle Constitution proposée par le gouvernement. Artistes et simples militants s'organisent alors pour dénoncer une mascarade destinée à calmer les pressions internationales, et lancent une campagne contre la Constitution qui renforce le pouvoir de la junte actuelle.



Manifestation en soutien à l'opposition birmane  
contre la Constitution : une croix = non !

### Un « non » pas sans risques

Le 17 avril, au milieu de la nuit, alors qu'il était chez un ami, Yan Yan Chan et sa petite amie sont arrêtés, certainement en raison de leur engagement artistique contre le gouvernement. Il est déjà le deuxième membre du groupe Acid, Zar Yar Thaw ayant déjà été arrêté « sans motif officiel » au mois de février. Mais leur engagement ne faiblit pas. Très encadré, voire complètement censuré, par la junte qui organise des campagnes massives de vote pour le « oui », artistes et militants font preuve d'une grande ingéniosité afin d'exprimer leur opposition. L'une de ces actions a été d'attacher des panneaux sur des chiens où était écrit "no" ou "against" (contre) et ensuite de les lâcher

dans la ville. La croix est également devenue le signe de l'opposition il y a donc des actions pour inscrire le plus de croix possible par exemple en taguant dans les paysages birmans comme symbole d'un « non » que l'on n'a pas le droit de prononcer. Yan Yan Chan fait parti de ces militants qui, dans leur domaine artistique, se sont engagés dans la campagne contre la Constitution. Il a chanté au sein de l'Iron Cross, label de rap birman aujourd'hui détourné et devenu symbole de protestation des Birmans contre le référendum. Des mots qui se rebellent de manière voilée, question de liberté, des actes d'insoumission d'une population que l'on tente de brider : symbole d'espoir, le peuple birman résiste. La croix de la résistance contre la main de fer de la junte.

*Une résistance qui prend des formes  
des plus originales afin de contester...  
en liberté !*

### Nargis et brusquement : silence radio !

En pleine rédaction de l'article, le cyclone Nargis a dévasté la Birmanie et, au-delà de cette catastrophe naturelle, a provoqué une réelle tragédie humaine, coupant tout contact entre la Birmanie et le reste du globe qui, lui, reste les yeux fixés sur elle. Aujourd'hui nous sommes sans nouvelles des deux rappers. Nous savons que, en dépit de la mobilisation pour repousser la date du référendum du 10 mai, la junte militaire au pouvoir n'a pas entendu l'appel. Mais bien qu'à nouveau affaiblis par le régime, les Birmans continuent leur mobilisation. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Lien sur Youtube clip du groupe Acid: <http://www.youtube.com/watch?v=OSibdN0KHg&feature=related>



Manifestation de soutien au Birmans.



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Inde

RENCONTRER

## Deux femmes pour un même combat : de meilleures conditions de travail

*Avec Fedina<sup>1</sup>, Muthu et Selvi s'engagent dans la lutte syndicale pour l'obtention de meilleures conditions de travail.*

### Pouvez-vous nous parler de vos origines ?

**Muthu :** Je suis originaire du Tamil Nadu, d'une famille modeste de 6 filles. J'ai étudié jusqu'au 10<sup>e</sup> standard (3<sup>e</sup>). Après mon mariage, je suis venue à Bangalore où je suis devenue couturière dans une usine.

**Selvi :** Mes deux frères et moi sommes nés dans le Tamil Nadu. Mon père est agriculteur. Après notre mariage, mon mari s'est fâché avec ses frères et nous avons dû partir. Depuis nous louons une toute petite maison à Bangalore. Mon mari est travailleur journalier et n'a pas de sécurité de l'emploi et j'ai dû moi aussi travailler. Aujourd'hui, la plupart des responsabilités financières de notre famille me reviennent.

### D'où vient votre engagement pour Fedina ?

**Muthu :** Nous vivions à sept – mon beau-père, mes quatre beaux-frères, mon mari et moi – dans une minuscule maison au cœur d'un bidonville. Grâce au projet de réhabilitation d'habitat de Fedina, nous avons construit une maison plus grande, avec des installations sanitaires. Après, j'ai intégré un Self Help Group qui organise des réunions de quartier pour trouver ensemble des solutions aux problèmes et sensibiliser les habitants à leurs droits. Puis Fedina m'a proposé d'intégrer le programme Navachetana qui soutient les personnes âgées. Depuis un an, je suis aussi animatrice du Syndicat des travailleuses textiles (GTWU) et membre du Syndicat des travailleuses domestiques (DWU). On réfléchit aux solutions à trouver aux problèmes des travailleuses que je rencontre chaque jour pour les sensibiliser à leur droit à un salaire décent.



Selvi et Muthu sont devenues amies grâce à leur engagement dans l'action syndicale. © Gaëlle Figueira

**Selvi :** Je suis domestique à Bangalore. Après avoir rencontré Muthu, j'ai rejoint le DWU puis le GTWU. J'avais un peu peur d'intégrer ces syndicats mais je me suis vite aperçue que c'était utile, que ça pouvait aider des travailleuses comme moi qui avaient des problèmes avec leur employeur. Je suis trésorière du DWU depuis 6 mois. Je vais rencontrer les domestiques pour les sensibiliser à leurs droits, les encourager à négocier leur salaire et leur temps de travail. Le syndicat organise souvent des réunions au cours desquelles nous cherchons des solutions aux problèmes qui nous sont présentés et nous planifions les prochaines activités. Au GTWU, nous travaillons sur le problème des heures supplémentaires non payées et sur les fonds de prévoyance non versés.

*Fedina encourage les salariés à se syndiquer pour défendre leurs droits.*

### Selvi, quelles sont les améliorations depuis la création des syndicats ?

Certaines travailleuses ont obtenu une augmentation de salaire en fonction de leur nombre d'heures de travail. La majorité bénéficie désormais d'un jour de congé par semaine. Cependant, je sais qu'au jour

le jour, nous sommes encore considérées comme des personnes inférieures et nous sommes peu respectées par nos employeurs qui parfois ne nous donnent même pas de quoi boire. En travaillant pour ces syndicats je retire une satisfaction personnelle car je sais que mon travail permet à d'autres travailleuses d'obtenir le respect de leurs droits et des conditions de travail décentes.

### Muthu, comment est perçue votre engagement par votre entourage ?

Quand j'ai reçu la proposition de Fedina, mon mari était contre, il trouvait tous les prétextes : « c'est trop loin, tu auras des problèmes pour te faire comprendre sans connaître la langue locale, moins de temps pour t'occuper de la maison, etc. » Mais j'ai réussi à le convaincre. Aujourd'hui, il est fier de mon travail et me laisse plus libre dans mes horaires. Ce travail m'a beaucoup apporté, je parle le *kannada*, je sais me déplacer dans Bangalore, j'ose aller au devant des gens. Je suis très contente de mon travail et de mon engagement dans les actions de Fedina. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> FEDINA : Foundation for educational innovations in Asia  
<http://www.borda.de/homepages/india/fedina/> FEDINA est partenaire de Frères des Hommes.